

**Comité préparatoire de la Conférence
des Parties chargée d'examiner
le Traité sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2010**

NPT/CONF.2010/PC.II/WP.5
25 avril 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Deuxième session
Genève, 28 avril-9 mai 2008

DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

Document de travail présenté par la République islamique d'Iran

1. Lors des négociations qui ont abouti au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, on est parvenu à un délicat équilibre entre droits et obligations: les États non dotés d'armes nucléaires se sont engagés à ne pas chercher à acquérir de telles armes et à soumettre leurs installations au régime des accords de garanties, et, en contrepartie, les États dotés de l'arme nucléaire se sont engagés à ne pas transférer et à ne pas mettre au point d'armes nucléaires et ont décidé de prendre des mesures pratiques en faveur du désarmement nucléaire. En outre, tous les États parties au Traité ont pris l'engagement de coopérer et de veiller au respect des droits inaliénables des États parties concernant l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, de façon non sélective et non discriminatoire. De plus, l'universalité du Traité est conçue comme un engagement international commun de tous les États Membres.
2. Depuis 1978, année où l'Assemblée générale a confirmé dans le Document final de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement que le désarmement nucléaire revêtait le rang de priorité le plus élevé, la communauté internationale a dû attendre plus de vingt ans avant de voir réaffirmer dans le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000 ce but vers lequel elle tend depuis si longtemps. La Conférence de 2005 a marqué à cet égard une déplorable régression. Les mesures concrètes adoptées par consensus à la Conférence d'examen de 2000 constituent pourtant toujours les engagements fondamentaux pris en vue de réaliser cet objectif ultime et urgent de la communauté internationale qu'est le désarmement nucléaire complet. Il ne faudrait pas laisser certains États dotés d'armes nucléaires violer ces engagements.
3. Avec l'adoption de mesures raisonnables à l'occasion de la Conférence d'examen en 2000, notamment l'engagement sans équivoque de la part des États dotés d'armes nucléaires de parvenir à l'élimination complète de leurs armes nucléaires et par là même au désarmement nucléaire que tous les États parties ont entrepris de réaliser en vertu de l'article VI du Traité, les espoirs de voir appliquer cette partie fondamentale du Traité ont été renouvelés. Les mesures rationnelles adoptées dans le cadre des efforts systématiques et progressifs déployés pour appliquer l'article VI du Traité ont été perçues comme étant le résultat le plus marquant de la Conférence d'examen de 2000 dans le domaine du désarmement nucléaire.

4. Pour les États non nucléaires parties au Traité, la prochaine Conférence doit examiner, dans le cadre des rapports que les États dotés d'armes nucléaires présentent sur l'application de l'article VI, les mesures prises dans le prolongement des accords intervenus à la Conférence de 2000.

5. Depuis la Conférence d'examen de 2000, les progrès accomplis dans le domaine du désarmement nucléaire ont été décevants. Malgré les obligations découlant de l'article VI et les engagements pris par les États dotés d'armes nucléaires en 1995 et en 2000, les États visés ont continué à mettre au point et à déployer des milliers de têtes nucléaires, au mépris de la paix et de la sécurité internationales.

6. La non-entrée en vigueur du Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (START II), la réticence à poursuivre les négociations concernant START III et l'abrogation du Traité sur les systèmes antimissiles balistiques sont autant de revers pour la mise en œuvre des accords intervenus à la Conférence de 2000. La communauté internationale a pris note de la signature en 2002 du Traité de Moscou sur des réductions des armements stratégiques offensifs. Toutefois, les réductions prévues dans le Traité de Moscou sont bien en deçà des attentes internationales, à savoir des mesures de nature à favoriser véritablement l'élimination totale des armes nucléaires. Le Traité prévoit seulement que les Parties mettent les armes nucléaires hors service mais ne leur impose pas de les détruire.

7. Le Traité n'est pas non plus assorti d'un mécanisme de vérification. Il n'y est donc pas tenu compte des principes du «renforcement de la transparence», de la «diminution de l'importance des armes nucléaires» et de l'«irréversibilité» convenus par les États dotés d'armes nucléaires lors de la Conférence de 2000.

8. Lors de la Conférence d'examen de 2000, les États dotés d'armes nucléaires se sont engagés à poursuivre la réduction des armes nucléaires non stratégiques sur la base d'initiatives unilatérales et dans le cadre du processus de réduction des armes nucléaires et de désarmement nucléaire. Or l'on constate qu'ils n'ont pris aucune mesure pratique pour réduire leurs arsenaux d'armes nucléaires tactiques.

9. Le Nuclear Posture Review (Examen du dispositif nucléaire) adopté par les États-Unis et le plan britannique Trident prévoient la mise au point de nouveaux types d'armes nucléaires, la possibilité d'employer ou de menacer d'employer des armes nucléaires contre des États non dotés d'armes nucléaires et le pointage d'armes nucléaires contre des États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité sur la non-prolifération nucléaire, en violation des garanties données par les États dotés d'armes nucléaires aussi bien lorsque le Traité a été conclu que lorsqu'il a été prorogé pour une durée indéfinie. Les propos tenus récemment par la France sont encore plus inquiétants; celle-ci a en effet annoncé qu'elle se dotait d'un sous-marin nucléaire lanceurs d'engins supplémentaire. Le Président français a déclaré: «S'agissant de l'Europe, les forces nucléaires françaises sont un élément clef de sa sécurité.». Il semble que ce pays, au mépris de ses obligations internationales, cherche à faire jouer de nouveaux rôles à ses forces nucléaires pour justifier leur maintien. Ce faisant, ils vont jusqu'à employer des méthodes inqualifiables consistant par exemple à manipuler et à effrayer les populations afin de promouvoir des programmes auxquels, sans ces subterfuges, celles-ci n'adhéreraient pas.

10. Aujourd'hui encore, on prétend faire passer pour d'inoffensifs programmes de recherche des projets qui visent à mettre au point des minibombes nucléaires ou des armes à haut pouvoir de pénétration dans le sol et auxquels on affecte des centaines de millions de dollars. Le Comité préparatoire et la Conférence de 2010 devraient répondre de toute urgence aux préoccupations que le développement et le déploiement de nouvelles armes nucléaires et de leurs vecteurs suscitent chez les États non dotés d'armes nucléaires et dissiper ces préoccupations en envisageant d'interdire la mise au point et la production de toute arme nucléaire nouvelle, en particulier des minibombes nucléaires, ainsi que la construction de toute nouvelle installation de mise au point, de déploiement ou de production d'armes nucléaires et de leurs vecteurs sur leurs territoires et à l'étranger.

11. En outre, la communauté internationale reste profondément préoccupée par la prolifération verticale des armes nucléaires, le transfert et le déploiement d'armes nucléaires sur le territoire d'États qui n'en sont pas dotés, la baisse du seuil d'emploi de l'arme nucléaire et le risque de voir une arme aussi inhumaine employée dans des conflits classiques ou contre des États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité sur la non-prolifération nucléaire. Paradoxalement, certains États dotés de l'arme nucléaire non seulement ne prennent aucune mesure pour éliminer totalement leurs arsenaux nucléaires, et ne donnent aucune garantie de sécurité aux États non dotés de l'arme nucléaire, mais en outre ils menacent d'être les premiers à l'utiliser.

12. Selon l'article premier du Traité, «tout État doté d'armes nucléaires qui est partie au Traité s'engage à ne transférer à qui que ce soit, ni directement ni indirectement, des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs, ou le contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs». En violation de cette obligation, des centaines d'armes nucléaires et de vecteurs ont été et sont encore déployés dans d'autres pays, et les armées de l'air d'États non dotés d'armes nucléaires s'entraînent au maniement de ces armes sous le couvert d'alliances militaires. Dans le même contexte, le «partage nucléaire» entre États dotés d'armes nucléaires et entre ces États et des États qui ne sont pas parties au Traité est une autre source de grave préoccupation pour les Parties au Traité. Les États dotés d'armes nucléaires doivent s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de l'article premier en s'abstenant de partager leurs armes nucléaires sous quelque prétexte que ce soit ou dans le cadre de quelque accord de sécurité ou alliance militaire que ce soit.

13. Aux termes du deuxième paragraphe de l'article III du Traité sur la non-prolifération, les États parties s'engagent à ne pas fournir aux États qui ne sont pas parties au Traité de technologies et de matières fissiles sensibles, à moins que celles-ci ne soient soumises aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

14. Dans cet esprit, les sessions préparatoires du Comité et la Conférence d'examen devraient réaffirmer qu'il est complètement et absolument interdit de transférer tous équipements, informations, matières, installations, moyens et dispositifs de type nucléaire et de fournir une aide scientifique ou technique dans le domaine nucléaire à des États qui ne sont pas parties au Traité, sans exception, et en particulier au régime israélien, dont les installations nucléaires hors garantie et le programme persistant de mise au point d'armes nucléaires constituent une véritable menace pour tous les pays du Moyen-Orient et pour la paix et la sécurité internationales. Les États-Unis d'Amérique sont un État partie qui ne se conforme pas à ses engagements en vertu des dispositions du Traité sur la non-prolifération en continuant le partage nucléaire

avec le régime sioniste d'Israël et en soutenant vigoureusement ce régime en passant sous silence l'aveu récent, par le Premier Ministre israélien, de la possession d'un arsenal nucléaire.

La politique d'inaction des États-Unis et de certains autres États dotés de l'arme nucléaire au Conseil de sécurité et dans d'autres instances compétentes face aux menaces bien réelles que fait peser l'arsenal nucléaire du régime sioniste sur la paix et la sécurité régionales et internationales constitue un acte de prolifération horizontale, qui s'ajoute à la prolifération verticale.

15. Très récemment, le directeur de la Commission de l'énergie atomique israélienne et le président de la Commission de la réglementation nucléaire américaine ont signé un nouvel accord qui permet au régime sioniste d'accéder aux données et aux technologies nucléaires dernier cri dont les États-Unis disposent, ces derniers ne respectant pas, une fois encore, les dispositions du Traité. Il semble donc que les États-Unis n'éprouvent aucune honte à soutenir ce régime dans son programme d'armes nucléaires et la publication d'un document classé top secret daté du 23 août 1974 montre clairement que les États-Unis contribuent à équiper le régime sioniste d'armes nucléaires.

16. Le moratoire sur les essais nucléaires a été respecté depuis la signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, mais des efforts sont faits aujourd'hui aux États-Unis pour affecter des millions de dollars à des travaux tendant à réduire à dix-huit mois le délai technique préalable à une reprise des essais, ce qui met en question leur adhésion au moratoire.

17. Les perspectives d'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ont accusé un net recul lorsque les États-Unis ont refusé de le ratifier.

18. De même, l'insistance injustifiée avec laquelle le même État voulait exclure le volet «vérification», la question des stocks passés du mandat du comité spécial du Traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles dont la Conférence du désarmement devait se doter pour négocier le traité et l'opposition de cet État à l'adoption d'un programme de travail équilibré et complet ont largement empêché la Conférence d'entamer ses travaux de fond.

19. Il est certain que des problèmes nouveaux comme le terrorisme, les menaces contre la non-prolifération et le rôle éventuel de groupes terroristes doivent trouver une solution, mais en même temps il est déplorable que ces problèmes soient instrumentalisés et servent de prétexte pour justifier la poursuite de programmes de mise au point de nouveaux systèmes d'armes nucléaires et le mépris dans lequel sont tenues les obligations de désarmement par certains États dotés d'armes nucléaires. Ce n'est pas en recourant à des armes plus dangereuses, dont les conséquences catastrophiques tant par leur ampleur que par leurs retombées vont bien au-delà de toute autre menace, que l'on peut faire disparaître des menaces spécifiques. Chaque État doté d'armes nucléaires, et lui seul, est responsable au premier chef des mesures à appliquer pour assurer la sécurité nucléaire et empêcher les groupes terroristes spécialisés dans le nucléaire d'accéder à des armes ou à des matières fissiles sur son territoire ou sur un territoire placé sous son contrôle. Dans l'attente d'une élimination totale de ces armes, ces États devraient prendre les mesures qui s'imposent pour protéger leurs arsenaux contre tout vol ou incident.

20. Dans le cadre du processus d'examen du Traité sur la non-prolifération nucléaire il devrait être possible de lancer une fois de plus un appel mondial en faveur de la réalisation pleine et entière et sans conditions par les États dotés d'armes nucléaires de l'engagement qu'ils ont pris

d'éliminer complètement leurs arsenaux nucléaires, et d'évaluer l'application des 13 mesures concrètes adoptées par consensus à la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération nucléaire de 2000.

21. Les Parties au Traité, en particulier les États dotés d'armes nucléaires, devraient participer de bonne foi aux travaux de fond de la Conférence en vue de s'acquitter rapidement et sérieusement des obligations qui leur incombent en vertu du Traité, notamment de son article VI, et des engagements qu'ils ont pris aux Conférences d'examen du Traité sur la non-prolifération nucléaire de 1995 et 2000.

22. Nous restons convaincus de la nécessité de négocier un programme d'élimination complète et par étapes des armes nucléaires dans des délais fixés, assorti d'une convention relative aux armes nucléaires, et réitérons à cet égard l'appel que nous avons lancé pour que soit créé à titre prioritaire et aussitôt que possible un comité spécial sur le désarmement nucléaire dans le cadre de la Conférence du désarmement. Ces négociations doivent impérativement conduire à interdire légalement, à tout pays et une fois pour toutes, la possession, la mise au point et le stockage d'armes nucléaires et à prévoir la destruction de ces armes inhumaines. En attendant l'adoption d'une convention sur les armes nucléaires sur le modèle de la Convention sur les armes chimiques, les États dotés d'armes nucléaires doivent satisfaire à leurs obligations au titre du Traité sur la non-prolifération et cesser immédiatement de:

- Réaliser des travaux de recherche-développement de quelque type que ce soit sur les armes nucléaires;
- Menacer d'utiliser des armes nucléaires contre des États non dotés de telles armes;
- Moderniser de quelque façon que ce soit leurs armements et leurs installations nucléaires;
- Déployer des armes nucléaires sur le territoire d'autres pays;
- Maintenir leur système d'armes nucléaires en état d'alerte instantanée.

23. La question de la sécurité des États parties au Traité qui ne sont pas dotés de l'arme nucléaire face à l'emploi ou la menace de l'emploi d'armes nucléaires est une question importante depuis l'adoption du Traité sur la non-prolifération.

24. Dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000, il est réaffirmé, au deuxième paragraphe de la section portant sur l'article VII, que l'élimination totale des armes nucléaires est la seule garantie absolue contre l'emploi ou la menace de l'emploi des armes nucléaires, l'octroi de garanties de sécurité juridiquement contraignantes par les cinq États dotés d'armes nucléaires parties aux États non dotés d'armes nucléaires parties au Traité est vu comme un renforcement du régime de non-prolifération et le Comité préparatoire est appelé à formuler des recommandations sur cette question à l'intention de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010. Étant donné cet accord, en dépit de l'incapacité du Comité préparatoire à y donner suite, la Conférence d'examen a un mandat bien clair à cet égard et doit prendre une décision sur les garanties de sécurité négatives.

25. Nous regrettons que les examens antérieurs du Traité n'aient pas permis de formuler des recommandations sur les garanties de sécurité à l'intention de la Conférence d'examen de 2005.

26. Nous continuons donc de proposer que la Conférence établisse un comité spécial chargé de rédiger un projet d'instrument juridiquement contraignant sur des garanties de sécurité qui seraient données par les cinq États dotés de l'arme nucléaire aux États parties qui n'en sont pas dotés, et de soumettre le projet d'instrument juridique à la Conférence d'examen pour examen et adoption.

27. Comme première étape de l'examen des deux questions jumelles de l'illégalité de l'utilisation des armes nucléaires et des garanties de sécurité négatives, nous estimons, avec la communauté des organisations non gouvernementales, que la présente conférence devrait adopter une décision aux termes de laquelle la Conférence «décide que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires contre des États non dotés de l'arme nucléaire est interdit».
